

VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 24 - DÉCEMBRE 2022



SOMMAIRE

3

EUROPE

*par Malo BLUMEL, Charlotte NONY et Florian FLEURIOT
- correction par Bastien POULIQUEN*

6

MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA et Sacha LE DINH
- correction par Justin ROBERT*

9

AFRIQUE

*par Maxime DUPINET, Hichem HAMICHE et Lola MORAIS
- correction par Clémence FROMONT et Arnaud LECHENE*

12

ASIE

*par Léane MARTIN, Charly HURIER et Rodolphe UGUEN
- correction par Rodolphe UGUEN et Clémence FROMONT*

15

AMÉRIQUES

*par Bertille RASCHKE, Neary VONG et Paul LALOUX
- correction par Bertille RASCHKE*

18

AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par Faustine DORINET
- correction par Jade DELHAYE*

19

ARMEMENT

*par Kerian HUERTAS
- correction par Clémence FROMONT*

RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

Clémence FROMONT

ARLAD : LA RÉPONSE FRANÇAISE À LA MENACE DES DRONES

Les conflits récents ont vu se développer une menace, les drones, à laquelle peu de réponses efficaces existaient jusqu'à maintenant. Que ce soit au Moyen-Orient, au Haut-Karabakh ou en Ukraine, la diversité des appareils utilisés a posé nombre de questions relatives à la lutte contre ces dispositifs.

En ce début décembre, la France a apporté une première réponse. En effet, la section technique de l'armée de terre a récemment annoncé avoir terminé la dernière campagne de tir du programme ARLAD (Adaptation Réactive pour la Lutte Anti Drone). Ce projet, lancé en 2020, est un exemple des capacités d'adaptation des armées aux menaces modernes. Destiné à la lutte contre les micro et mini drones, le système ARLAD est embarqué sur les véhicules d'infanterie blindés, son déploiement étant censé permettre la protection des convois ou bases d'opérations

Ce système n'étant a priori pas encore au stade de déploiement général dans les armées, il illustre cependant le savoir-faire et la modernité des armées françaises. Se posent désormais les questions portant sur la lutte contre les drones de plus grande envergure, dont l'utilisation semble se généraliser sur les champs de bataille : quelle solution développer, et sera-t-elle française ?

avancées. Initialement, il s'agissait d'appliquer sur les appareils menaçants des tirs précis et guidés par radar, à l'aide de mitrailleuses lourdes de 12.7 mm. Cette solution ne s'étant pas révélée suffisamment efficace, le projet s'est tourné vers la solution du lance grenade de 40mm.

Changement de fonctionnement du système, il s'agit désormais de tirer des grenades qui exploseront à proximité des drones détectés. L'explosion étant doublée de petits projectiles contenus dans la munition, la destruction des menaces est en principe assurée. Cette solution semble visiblement en accord aux attentes de la STAT, puisqu'en effet, elle a annoncé avoir réussi, lors de la dernière campagne de tir, à améliorer la précision du système ARLAD en intégrant de nouveaux paramètres météo et en lui permettant de s'adapter au comportement et à la trajectoire des appareils menaçants.



Malo BLUMEL

EUROPE

L'UTILISATION PAR LA BSPP DE DRONES AUTONOMES : UNE PREMIÈRE MONDIALE

Le 30 novembre dernier, la brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris (BSPP) a utilisé dans le cadre de ses missions un drone autonome : Skeyetech. Lors de l'exercice, le drone a livré sur la Seine une bouée de sauvetage pour venir en aide à une victime, en attendant l'arrivée des nageurs-plongeurs. Fourni par le constructeur Azur Drones, l'objectif est de diminuer le temps d'intervention des forces mobilisées lors de noyade. Le drone s'appuie sur des algorithmes d'intelligence artificielle lui permettant de décoller, voler et atterrir sans assistance humaine, dès la réception d'un appel au secours.



En moins de 30 secondes, l'appareil est prêt à être déployé. Il se déplace à une vitesse de 80 km/h et résiste au vent. De plus, le logiciel de pilotage est simple d'utilisation. Cet outil rend également compte aux militaires des informations visuelles précises. Le commandant Mathieu Giroir, coordinateur du projet au sein du Bureau Étude et Prospective de la BSPP, souligne que ces drones fournissent aux équipes un état de la situation en temps réel tels que le nombre de victimes, leur état et l'environnement sur place.

Chaque année, 300 opérations de sauvetage de noyade ont lieu sur la Seine. Le déploiement d'un drone par des militaires dans ce cadre est une première mondiale. Aucune unité d'incendie et de secours n'avait auparavant déployé ce type de matériel autonome en zone urbaine. En effet, le survol des villes est contrôlé et soumis à une réglementation stricte. L'unité de la BSPP est placée sous le pilotage du préfet de police de Paris et dispose d'un matériel de pointe. Peuvent être cités le robot Colossus, mobilisé lors de l'incendie de la cathédrale Notre Dame, l'application "Staying Alive" utilisée pour localiser les défibrillateurs cardiaques ou encore la lance à eau DELTAE qui assure une meilleure protection des pompiers en intervention.

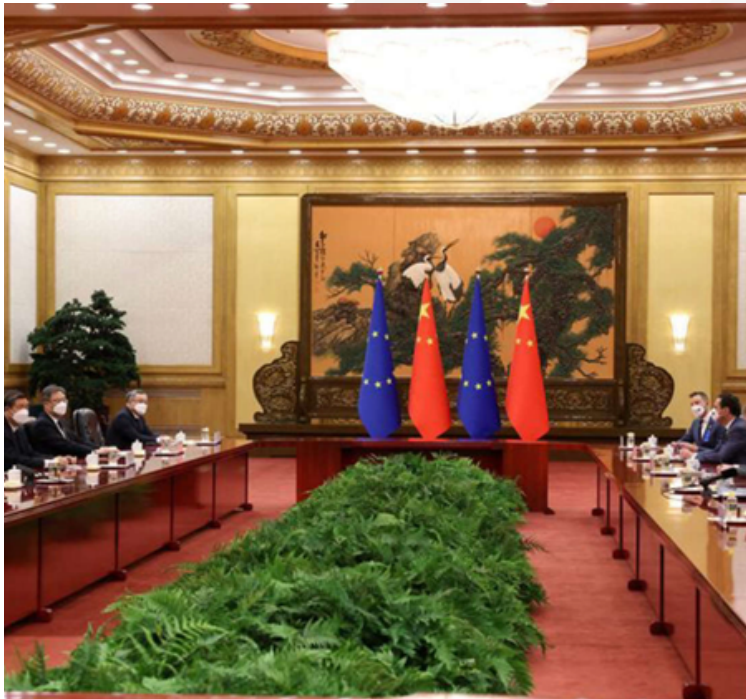
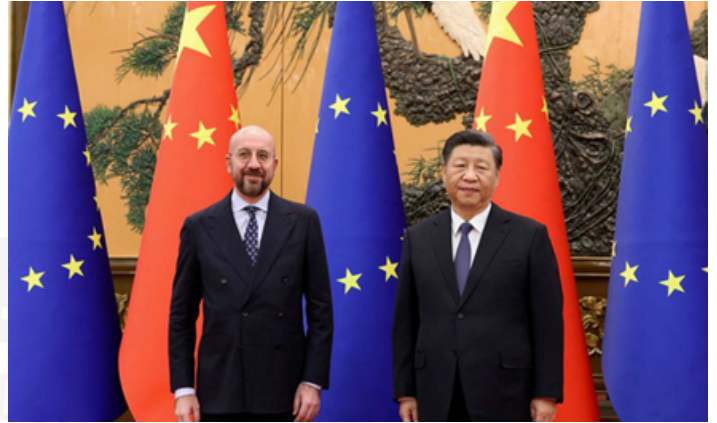
Si la BSPP obtient l'accord de la préfecture de police de Paris, elle souhaite par la suite utiliser ces drones autonomes pour livrer des défibrillateurs et sauver, selon les études, jusqu'à 800 vies par an. Par ailleurs, l'utilisation de ces drones s'inscrit dans la perspective des jeux olympiques de 2024 qui auront lieu à Paris.

Charlotte NONY

EUROPE

VISITE DE CHARLES MICHEL À PÉKIN

Jeudi 1er décembre, le Président du Conseil Européen, Charles Michel, est arrivé à Pékin pour une réunion avec Xi Jinping. Cette réunion prend place dans un contexte international lourdement chargé. Un mois plus tôt, le chancelier allemand Olaf Scholz est allé visiter Pékin. Deux jours avant l'arrivée de Charles Michel, des manifestations ayant débuté en opposition à la politique de "zéro covid" du gouvernement, escaladaient déjà, certains appelant à la démission du chef d'Etat chinois.



Cette visite est apparue comme un grand risque diplomatique pour l'Union Européenne, le gouvernement ayant décidé de réprimer ces manifestations par la force. Un journaliste de la BBC a même été temporairement arrêté.

Cette réunion n'a apporté que peu de résultats concrets pour l'Europe, si ce n'est la promesse par le dirigeant chinois de reprendre le dialogue entre la Chine et l'Union Européenne sur les droits de l'Homme. Même si l'Ukraine était bien entendu le principal sujet de discussion, Xi Jinping n'a pas fait évoluer la position chinoise sur le sujet, bien qu'il ait réaffirmé le soutien de Pékin aux efforts de l'UE dans la résolution du conflit.

Cette déclaration se tient d'ailleurs le lendemain d'exercices militaires communs entre des avions russes et chinois. Xi Jinping a d'ailleurs encouragé l'UE à maintenir ses investissements en Chine, alors que l'Europe est mécontente de Washington en raison de l'Inflation Reduction Act, une initiative favorisant le "made in US", qui risque de causer un exode industriel de l'Europe vers l'Amérique.

Victoire pour l'UE ou pour la Chine ? Le peu d'avancées obtenues par Charles Michel laisse à penser que la Chine a réussi à tirer son épingle du jeu. En effet, Pékin a réussi à attirer les principaux dirigeants européens pour des réunions, tout en se gardant de faire évoluer sa position officiellement neutre sur la question de l'Ukraine et de la Russie et profitant des relations transatlantiques tendues.

François FLEURIOT

MOYEN-ORIENT

LA SUPPRESSION DE LA POLICE DES MŒURS, UN COUP DE BLUFF DE TÉHÉRAN ?

En pleine révolte populaire, le procureur général iranien annonçait, le 3 décembre, la dissolution de la police des mœurs. L'organisme était accusé d'être responsable de la mort de Mahsa Amini. Cette iranienne avait été arrêtée au début du mois de septembre 2022 à cause de mèches de cheveux qui dépassaient de son voile. Depuis 3 mois, iraniens et iraniennes descendent dans la rue pour protester contre la police des mœurs et remettent de plus en plus en question le régime instauré par la révolution islamique de 1979. Certes cette annonce faite par le régime constitue un premier pas vers les protestataires en supprimant cet organisme mais cela semble loin d'être suffisant pour les milliers de manifestants. De plus en plus de revendications s'élèvent pour demander un changement de régime respectueux des droits individuels et des libertés. En effet, malgré cette annonce, la grève générale prévue du 5 au 7 décembre a eu lieu.

L'objectif des manifestants a été très clair : paralyser le pays. Cette grève s'est voulue multisectorielle et semble avoir permis au mouvement de gagner en ampleur, incluant maintenant des commerçants. Néanmoins, la situation ne semble pas prête à se débloquer. En dépit du pas fait par Téhéran envers les manifestants, beaucoup redoutent que cette dissolution ne soit pas réellement effective et que les femmes soient toujours condamnées en cas de non-port du voile.

À cette inquiétude vient s'ajouter celle de la peine de mort. En effet, après l'exécution d'un premier manifestant, Mohsen Shekari, de nombreuses ONG craignent que ce soit que le début d'une réponse meurtrière de la part du régime iranien. Cette exécution intervient dans un contexte de grève générale, mais aussi de fortes manifestations dans les universités.



La réponse de Téhéran peut apparaître totalement contradictoire : d'un côté le régime essaie de se calquer au sens des requêtes des manifestants, tandis que de l'autre elle exécute l'un d'entre eux. Néanmoins ce relâchement allié à cette fermeté permet au régime de continuité de montrer aux manifestants qu'il contrôle toujours le pouvoir et le pays.

Amandine PRINTZ

MOYEN-ORIENT

L'INDUSTRIE DE DÉFENSE ISRAËLIENNE EN TÊTE DES VENTES D'ARMES AU MOYEN-ORIENT

L'entreprise privée israélienne Elbit système figurait à la 28e position des cent plus grands fabricants d'armes au monde l'année dernière. Elle est leader de la région du Moyen-Orient, qui a vu ses ventes d'armes plus que partout ailleurs dans le monde augmenter. Selon le dernier classement de l'institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les ventes d'armes mondiales et services militaires ont augmenté de 1,9 %, soit le chiffre démesuré de 592 milliards de dollars en 2021. Les firmes américaines dominent le marché, elles représentent en tout 300 milliards des ventes mondiales.



Selon le SIPRI, 5 entreprises du Moyen-Orient figurent dans ce classement et représentent 15 milliards de dollars, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à l'année dernière. C'est l'entreprise Elbit Système, passant de 4,2 à 4,75 milliards de dollars, qui représente la plus grosse croissance. Elle est suivie de deux autres entreprises israéliennes : IAI (3,87 milliards de dollars) et Rafael (3,01 milliards de dollars), ainsi que les firmes turques ASELSAN (2,16 milliards de dollars) et Turkish Aerospace (1,2 milliard de dollars). Ces firmes sont renforcées par la vente des drones, à l'image du drone de combat turc Bayraktar TB2 utilisé par les ukrainiens, mais également les multiples drones qu'exporte Israël, leader mondial et historique de fabrication de drones. Par exemple en 2021, le Maroc a acheté auprès de la société Israël Aerospace Industries (IAI) plusieurs drones Harop (drone kamikaze) pour 22 millions de dollars

Harop (drone kamikaze) pour 22 millions de dollars et des drones Wander B d'une valeur de 55 millions de dollars à une autre société israélienne. Pourtant, à l'échelle mondiale, la croissance des ventes d'armes a été affectée par des problèmes au niveau des chaînes d'approvisionnement. « L'impact durable de la pandémie commence vraiment à se faire ressentir dans les entreprises d'armement », a déclaré à l'AFP Nan Tian, chercheur principal au SIPRI. Il déclare aussi que les chiffres excédentaires dans le domaine de l'armement en 2021 représentent une augmentation plutôt lente à ce qui était attendue. Il est sûr que la guerre en Ukraine va augmenter la demande dans les prochaines années, mais également aggraver les problèmes de la chaîne d'approvisionnement : la Russie est un gros fournisseur de matières premières nécessaires à la production d'armes.

Alexis TOESCA

MOYEN-ORIENT

XI JINPING À RIYAD : UN TOURNANT STRATÉGIQUE POUR LES MONARCHIES DU GOLFE ?

Le président chinois Xi Jinping a atterri le 7 décembre à Riyad pour une visite de trois jours avec les dirigeants saoudiens. Au programme : discussions concernant l'économie, le commerce, le développement de nouvelles technologies et de manière plus large, la volonté de « *promouvoir le partenariat stratégique global sino-saoudien* », a déclaré Xi Jinping lors de son entretien avec le prince héritier Mohammed ben Salmane. Les liens commerciaux entre les deux puissances sont forts : la Chine est le deuxième client de l'Arabie Saoudite, et l'Arabie Saoudite son premier importateur de pétrole.



Plus généralement, l'Arabie Saoudite importe beaucoup de produits venant de Chine (30 milliards de \$ en 2021) et lui en exporte encore plus (57 milliards de \$ en 2021). Les relations entre les deux pays se doivent donc d'être maintenues, mais cela va également dans une optique de multiplication des partenariats de la part de Riyad, afin de diversifier les alliances et de ne pas entretenir des liens de dépendance uniques avec Washington.

Cette rencontre avec le dirigeant de la deuxième puissance mondiale n'est pas sans faire écho avec celle de Joe Biden à Djeddah en juillet dernier, où le président américain avait notamment qualifié MBS de « *paria* » en réaction à l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi en 2018. Si une possible dégradation des relations américano-saoudiennes peut être interrogée, il paraît néanmoins aujourd'hui évident que celles-ci sont vouées à perdurer, notamment en prenant en compte le fait qu'un trop grand rapprochement de l'Arabie Saoudite avec Pékin serait néfaste d'un point de vue géopolitique pour la monarchie tant les liens sino-iraniens sont élevés.

Les discussions entre Riyad et Pékin sont donc pour l'instant celles de deux puissances ayant des intérêts économiques communs, avec l'aboutissement de la signature de contrats de quelques 30 milliards de \$ dans les domaines de l'hydrogène, de la pétrochimie, des technologies de l'information, du cloud computing, du transport et de la construction.

Enfin, cette visite a également permis de rappeler ce que la première puissance pétrolière et la deuxième puissance mondiale avaient en commun concernant la défense, en publiant un communiqué exhortant à éviter que le Liban « *ne soit une plateforme pour des actes terroristes* ». Il faut aussi souligner les principes de souveraineté et de non-ingérence, tout en affirmant l'importance d'une solution pacifique au conflit ukrainien.

Sacha LE DINH

AFRIQUE

UN SOMMET AFRICAIN ET LA VOLONTÉ DE STABILISATION DES RÉGIONS

Réunis le dimanche 4 décembre à Abuja pour le 62ème sommet de la Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), les chefs d'États et de gouvernements des quinze pays membres ont réaffirmé leur volonté de lutter contre les putschs et la menace terroriste. En effet, en seulement deux ans, trois des leurs ont été déstabilisés par un putsch, conduit à chaque fois par un officier de l'armée nationale, menant à la suspension de ces pays.

La CEDEAO doit donc faire face à de nombreux défis venant menacer sa stabilité et son bon développement, ce qui constituait au départ la raison d'être d'une telle communauté. Dans ce contexte houleux, les dirigeants se sont entendus

concernant la création d'une « force anti-coup d'État » pour rétablir l'ordre constitutionnel et lutter contre le terrorisme. Ce dernier devient en effet un dossier majeur étant donné l'officialisation de la fin de l'opération Barkhane, conduite par l'armée française, et la multiplication d'actes de prédation de ces groupes armés terroristes. Les chefs d'État et de gouvernements en ont également profité pour demander la libération des 46 soldats de l'armée ivoirienne, prisonniers depuis le mois de juillet au Mali.

Cette force anti-coup d'État soulève de nombreuses interrogations quant aux moyens qui seront mis à sa disposition pour réussir à endiguer un tel phénomène.

Maxime DUPINET



AFRIQUE

L'ALLIANCE MAROC-ISRAËL

Le rapprochement entre ces deux pays commence par une coopération de leurs services de renseignement avant la guerre des 6 jours, en 1967. Cela a permis, entres autres, à Israël de remporter le conflit. Cette entente fut longtemps gardée secrète mais marque le début d'une future relation entre le royaume du Maroc et la république démocratique d'Israël. L'officialisation du rapprochement entre les deux pays se fait par les très controversés accords d'Abraham (conformes à la politique trumpiste de « deal » pour le règlement des conflits israélo-arabes en vue de la constitution d'un bloc anti-iranien) signés en 2020. Ils marquent la normalisation des relations, en contrepartie d'une reconnaissance de la « souveraineté marocaine » sur le territoire très disputé du Sahara occidental, territoire toujours mis sur la liste des territoires à décoloniser par référendum d'autodétermination par l'ONU.

De plus, l'accord de coopération de défense signé en novembre 2021 entre les deux pays, qui est en outre le premier du genre entre Israël et un pays arabe comprend toute une panoplie d'ententes dans le domaine de la défense telles qu'une coopération entre les services de renseignements des deux pays (l'affaire Pegasus), l'accroissement des liens industriels ainsi que l'achat d'armement israélien ou encore des entraînements conjoints. La visite officielle témoignant de la réalité concrète de l'avancée des relations entre les deux États, le 19 juillet 2022, marque la première visite officielle d'un chef d'état-major d'Israël au Maroc.



Ce rapprochement entre les deux pays, chapeauté par les États-Unis, témoigne d'une volonté américaine de faire d'Israël un acteur de premier plan dans les futurs conflits en Afrique du Nord et au Sahel pour contrecarrer la montée en puissance tant militaire que politique de la Russie dans la région face à la perte d'influence française et des échecs de certaines opérations françaises.

Hicham HICHEME

AFRIQUE

OLIVIER DUBOIS, OTAGE FRANÇAIS AU MALI

Le 8 décembre 2022 officialise 20 mois de détention que subit Olivier Dubois en tant qu'otage au Mali. Il était correspondant pour Le Point, Libération et Jeune Afrique au Mali et spécialiste du Sahel. Le 8 avril 2021 il est enlevé par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), une alliance djihadiste au Sahel, liée à Al-Qaïda. Dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux le 5 mai 2021, le français, qui vit et travaille au Mali depuis 2015, se disait entre les mains du groupe terroriste. Actuellement, il est le seul otage français recensé dans le monde, depuis la libération, en octobre 2020, de Sophie Petronin, également enlevée au Mali.



Sa famille est soutenue par Reporters sans frontières et des journalistes, qui multiplient leurs actions pour demander sa libération et faire en sorte que son sort ne soit pas oublié : notamment à travers plusieurs manifestations, des tribunes ou encore une pétition. Les différents comités de soutien permettent de maintenir une réelle pression sur les responsables politiques français et maliens.

L'angoisse s'est intensifiée pour les proches du journaliste de part la montée des tensions entre Paris et Bamako. Ces tensions ont mené la junte malienne à suspendre la diffusion de Radio France internationale (RFI) et de la chaîne de télévision France 24. Un coup dur supplémentaire pour les proches d'Olivier Dubois, car RFI diffusait régulièrement des messages personnels à l'intention de l'otage. Pour autant le Ministère des affaires étrangères dit continuer d'œuvrer pour libérer le français : il ne faut donc pas perdre espoir.

Lola MORAIS

KAMALA HARRIS, EN VISITE D'ETAT AUX PHILIPPINES, RÉAFFIRME LE SOUTIEN DES ETATS UNIS FACE À LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE COERCITIVE CHINOISE EN MER

Ce 22 novembre fut clôturée la visite d'Etat de la vice-présidente Kamala Harris aux Philippines pour aborder la question du soutien logistique militaire, face au regain de tension avec son voisin chinois. Son discours prononcé symboliquement à Palawan, une île à l'extrême sud-ouest de l'archipel philippin, était très attendu par la population locale subissant la politique d'intimidation coercitive chinoise dans ses eaux. Vivant principalement des ressources halieutiques, les pertes sont estimées par le tribunal d'arbitrage des Nations Unies à la hauteur de 33 milliards de pesos, soit 650 milliards de dollars par an.

Dans les faits, et selon l'Agence Spatiale des Philippines, l'APL (Armée Populaire de la Libération) a vu l'une de ses fusées « Longue Marche 5B » retomber sur le territoire philippin en début novembre. Cet incident est véritablement un enjeu vital pour l'ancien « Empire du Milieu », voyant alors sa technologie sensible à la portée de Manille, allié naturel des États-Unis. Alors, ce sont sous les ordres de Xi Jing Ping qu'une armada de navires militaires, déguisés en chaloupes de pêcheurs, ont franchi les frontières pour récupérer cette arme de longue portée, bafouant les conventions de La Haye.



Cette intervention musclée chinoise renouvelle les tensions autour des îles en mer de Chine méridionale, à laquelle répondent les États-Unis par une réaffirmation de l'accord de coopération renforcée en matière de défense signé en 2014. A travers cette promesse de subvention, Kamala Harris a notamment mentionné l'intensification des exercices militaires conjoints de 60%, un doublement des infrastructures ouvertes aux forces étasuniennes et quelques 80 millions de dollars alloués au développement d'infrastructures militaires placées dans les endroits géostratégiques, comme Palawan, Pampanga ou Cagayan. Or, ces engagements défensifs envers les Philippines sont massivement critiqués par certains groupes de militants, dénonçant un programme impérialiste sous-jacent au seul profit des États-Unis. Ces derniers semblent enclins à réaliser de grands efforts de financement militaire alors même que les droits de l'Homme continuent à reculer aux Philippines.

Léane MARTIN

AFGHANISTAN : L'ÉTAT ISLAMIQUE REVDIQUE L'ATTENTAT CONTRE L'AMBASSADE DU PAKISTAN

Vendredi 9 décembre, une attaque contre l'ambassade du Pakistan a eu lieu à Kaboul mais heureusement celle-ci a pu être déjouée par les forces de sécurité postées à l'entrée de l'ambassade. Un agent de sécurité pakistanais, responsable de la protection de l'ambassadeur Obaid ur Rehman Nizamani, a cependant été grièvement blessé. Cet attentat a par ailleurs été qualifié de « tentative d'assassinat » par le premier ministre Shehbaz Sharif à l'encontre du chef de la mission diplomatique, qui en est sorti indemne. D'ailleurs, il « demande une enquête immédiate et des mesures contre les auteurs de cet acte odieux ».

L'État Islamique a par la suite revendiqué l'attaque contre l'ambassadeur qu'ils considèrent comme un « traître ».

Un porte-parole de la police afghane a indiqué qu'un suspect avait été arrêté et que deux armes de poing avaient été saisies après que les forces de sécurité aient investi un bâtiment adjacent et « empêché la poursuite des tirs ». « L'ambassadeur et tous les autres membres du personnel sont indemnes, mais nous ne sortons pas des bâtiments de l'ambassade, par précaution », a déclaré une source, sous couvert d'anonymat, au sein des services diplomatiques pakistanais. Le Pakistan entretient des relations compliquées avec les talibans bien qu'il soit soupçonné d'avoir aidé leur émergence au début des années 1990 puis après l'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001, tout en apportant son soutien à Washington de façon officielle. Cela explique donc les propos de l'État Islamique.



Aujourd'hui, le Pakistan compte plus d'un million de réfugiés afghans sur son territoire et la frontière entre les deux pays abrite depuis longtemps de nombreux groupes armés. Cette zone reste donc source de tensions et davantage depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul. Par ailleurs, le Pakistan reproche à l'Afghanistan de laisser les talibans pakistanais du Tehreek-e-Taliban Pakistan (TTP) planifier leurs attaques à partir de son sol, ce que Kaboul n'a cessé de nier.

Charly HURIER

ASIE

INDE : CONFIRMATION DE COMBAT DANS L'ARUNACHAL

L'Agence Française de Presse (AFP) a informé lundi 12 décembre qu'une attaque a eu lieu à la frontière commune entre la Chine et l'Inde dans la région de l'Arunachal Pradesh. Cette région montagneuse se situe dans l'Himalaya et fait l'objet depuis 1962, de revendications territoriales. Sur ce territoire, appelé par la Chine le « Tibet du Sud », il est interdit de patrouiller armé (armes de feu). Il faut noter que les deux puissances possèdent l'arme atomique, une escarmouche pourrait donc entraîner une guerre aux répercussions sans précédent. Ainsi les chinois et les indiens se battent à l'aide de gourdins, matraques, de poings américains ou encore de couteaux. Les affrontements récents ont blessé six soldats indiens ainsi que des soldats chinois, avec un chiffre qui reste encore inconnu.



Selon l'Inde, la Chine aurait été aperçue en train de patrouiller sur la fameuse « ligne de contrôle effectif » : la frontière floue qui sépare les deux pays. Cela aurait amplifié les tensions et déclenché de nouvelles hostilités. Pourtant, à la suite de l'incident, les deux patrouilles se sont repliées rapidement, l'Inde et la Chine, ont, par la suite usé de leur diplomatie pour discuter d'un apaisement des tensions.

Le problème de cette frontière reste son tracé qui n'a jamais été effectué, ainsi le flou règne. S'ajoute une difficulté climatique puisque certaines montagnes de la région peuvent culminer jusqu'à 4 000 mètres d'altitude et les températures peuvent avoisiner les -30 degrés en hiver, ce qui rend inutilisables toutes armes ou infrastructures. Cette frontière fait l'objet de patrouilles récentes depuis les années 2000 mais depuis que l'Inde intensifie les accords militaires avec l'Occident et notamment les États-Unis, la Chine pourrait se sentir menacée. Quoiqu'il en soit, les analyses montrent une forte augmentation des effectifs aux deux frontières, forces estimées à 60 000 têtes en tout. Le dernier affrontement meurtrier a eu lieu en 2020 dans la vallée de Galwang.

Rodolphe UGUEN

AMÉRIQUES

BRITTNEY GRINER : UNE LIBÉRATION SOUS HAUTE TENSION

La basketteuse Brittney Griner, incarcérée depuis 10 mois en Russie, a été échangée contre le marchand d'armes russe Viktor Bout ce jeudi 8 décembre. La double championne olympique avait été arrêtée à la veille de l'invasion russe en Ukraine pour possession de cartouches contenant du liquide à base d'huile de cannabis. À la suite de cette arrestation, l'administration Biden avait réaffirmé son désir de faire de la libération des otages américains une priorité. En juillet, Joe Biden avait proposé un échange de prisonniers, une proposition ignorée par Moscou qui condamna en août Brittney Griner à 9 ans de prison pour possession et trafic de cannabis. Dans un contexte d'une guerre dans laquelle les États-Unis arment l'Ukraine, cette libération vient intensifier encore plus les relations américano-russes.



Viktor Bout, surnommé le « marchand de la mort » purgeait quant à lui une peine de 25 ans de prison aux États-Unis. Polyglotte, il devient interprète en Afrique pour l'armée soviétique. À la chute de l'URSS, il quitte l'armée et rachète des avions militaires soviétiques. Il achemina des armes d'ex-URSS dans la plupart des conflits africains et du Moyen-Orient.

Il tisse des liens avec plusieurs figures autoritaires comme Mobutu, ancien Président autoritaire de l'ancien Congo, ou encore avec le Président du Libéria, Charles Taylor, condamné notamment pour crimes contre l'humanité. D'après les Nations Unies, il n'aurait pas seulement assuré le transport des armes, mais il les a aussi fournies : en Angola, aux Philippines, au Sri Lanka ou encore en Colombie.

En Afghanistan, Viktor Bout aurait livré des armes au commandant Massoud qui s'opposa aux talibans mais également aux Talibans eux-mêmes. La CIA soupçonne aussi Viktor Bout d'avoir travaillé Al-Qaïda. En 2010, le trafiquant d'armes avait été désigné comme « *l'un des hommes les plus dangereux de la planète* » par l'ancien chef des opérations de la Drug Enforcement Agency (DEA). Le 6 mars 2008, il est arrêté en Thaïlande et condamné à 25 ans de prison, jusqu'à sa libération le 8 décembre 2022.

Cet échange interpelle également par le rôle des intermédiaires impliqués : en effet, l'échange a eu lieu sur le tarmac de l'aéroport d'Abu Dhabi tandis que l'Arabie Saoudite a joué le rôle de médiateur entre Moscou et Washington. L'implication de l'Arabie Saoudite intervient seulement deux jours après que les États-Unis aient abandonné les poursuites contre le prince héritier saoudien dans l'affaire du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

Bertille RASCHKE

AMÉRIQUES

PÉROU : DU COUP D'ÉTAT RATÉ À LA CRISE POLITIQUE

Au matin du mercredi 7 décembre dernier, le président péruvien Pedro Castillo a annoncé l'établissement d'un « gouvernement d'exception » et ordonné la dissolution du Parlement. Quelques heures après son allocution télévisée devant la nation péruvienne, celui-ci devait se réunir pour débattre d'une motion visant à le destituer. Dans ses déclarations, Pedro Castillo annonce également convoquer des élections pour élire une constituante et réformer la Constitution dans un délai de 9 mois. Il y prévoit de plus sa gouvernance par décret, de même qu'un couvre-feu national.

Les membres de l'opposition, majoritairement de droite notamment au sein du Congrès, ont qualifié sans plus attendre les actes et déclarations de Castillo de « *coup d'Etat* », terme repris par une grande part des médias et du corps politique. Castillo est aussitôt abandonné par son entourage politique : ni la police, ni l'armée ne le soutiennent. De plus les faits entraînent rapidement la démission de plusieurs hommes politiques, dont Manuel Rodríguez Cuadros, ambassadeur du Pérou à l'ONU.



Sa tentative de coup d'Etat est rapidement avortée : le Parlement péruvien vote la destitution de l'ancien chef du pays à 101 voix de parlementaires sur 130, estimant que Castillo est désormais en « *incapacité morale* » de diriger le pays. Il est aussitôt arrêté et placé en détention provisoire, à Lima. L'ancienne vice-présidente Dina Boluarte reprend alors les rênes du pouvoir, souhaitant convoquer des élections anticipées. Depuis plusieurs jours, de violentes manifestations pro-Castillo se succèdent contre la nouvelle cheffe de l'Etat, réclamant la libération de son prédécesseur et faisant plusieurs morts. L'état d'urgence a même été déclaré dans sept provinces de la région d'Abancay, au sud du pays.

L'ONU appelle à faire preuve de retenue, alors que les gouvernements de gauche voisins, notamment du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie et de la Bolivie, ont témoigné leur soutien à Castillo. En réalité, cet évènement met en lumière les turbulences politiques fortes que le Pérou éprouve depuis des années. Le contexte institutionnel et politique y est particulièrement instable depuis la prise de pouvoir de Castillo il y a un an et demi : 5 gouvernements se sont succédés en 16 mois, et l'ancien chef de l'Etat est cité dans plusieurs enquêtes de corruption. Certains journalistes parlent même de la situation actuelle comme un « *symptôme de l'ingouvernabilité du Pérou* ». La crise politique qui agite le pays sud-américain ne semble visiblement pas être près de se résorber.

Neary VONG

AMÉRIQUES

BRÉSIL : L'ACTIVISME JURIDIQUE MET DES BÂTONS DANS LES ROUES DE L'ARMÉE

Le 25 novembre, l'armée brésilienne a annoncé l'achat de quatre-vingt-dix-huit véhicules blindés CENTURO II au consortium italien CIO, formé de Iveco Defence Vehicles et Ota Matera. Avec un contrat sur quinze ans, estimé à 946 millions de dollars, il s'agit pour le Brésil de remplacer sa flotte vieillissante de EE-9 produite par sa BITD (Base Industrielle et Technologique de Défense), datant des années 70.

Ce contrat devait être signé le 5 décembre, mais le juge fédéral Wilson Alves de Souza a suspendu la signature de cet accord capital pour le renouvellement de la flotte de véhicules brésilienne. Le juge a répondu favorablement au recours en justice de Maître Charles Capella de Abreu, un avocat connu pour son activisme en faveur de l'accès à la santé et à l'éducation. Le recours de Maître de Abreu se fonde sur l'inutilité de cette dépense par le gouvernement brésilien dans une période de crise sociale et sanitaire latente. Selon lui, le gouvernement ferait mieux d'investir cet argent dans la résolution de ces crises plutôt que dans l'achat de nouveaux véhicules blindés 8-roues.



Le juge de Souza a donné raison à l'avocat dans sa décision, notant que la décision de l'armée ne pouvait se concrétiser, car "l'illégalité et même le manque de sens commun est évident".

L'armée a répondu avec une déclaration écrite expliquant que le contrat suspendu ne portait que sur l'acquisition de deux prototypes de CENTURO II à des fins d'évaluations.

Cette dispute entre l'armée et ces juristes poussent certains analystes comme Emilio Meneses à y voir une décision avant tout politique liée à l'élection de Lula. Ce dernier ne rentrera en service que le premier janvier 2023, ainsi pour Meneses le but du juge serait de repousser la signature du contrat décidé par le gouvernement Bolsonaro à au moins cette date butoir.

Paul LALOUX

AÉROSPACE

LA FRANCE TRANSMET SON PREMIER MESSAGE DIPLOMATIQUE EN CRYPTOGRAPHIE POST QUANTIQUE

L'ambassade de France aux États-Unis a envoyé à Paris son premier message diplomatique chiffré grâce à une nouvelle génération de cryptographie post quantique, dont l'objectif est de résister aux capacités de déchiffrement d'un ordinateur quantique. Ce dernier est un « super ordinateur » qui s'appuie sur les phénomènes de la mécanique quantique pour effectuer des opérations sur des données. En effet, un ordinateur quantique aura bientôt la capacité de décoder les algorithmes de cryptographie utilisés aujourd'hui : il est donc indispensable de développer les technologies de cryptage afin de protéger les communications sensibles dans le futur. Le message diffusé le 30 novembre 2022 a permis de transmettre le mémorandum signé entre la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau, et la docteure Arati Prabhakar,

directrice de l'Office of Science and Technology Policy (OSTP) des États-Unis, pour soutenir les projets de coopération entre la France et son partenaire américain sur le quantique. Ce mémorandum s'inscrit dans le cadre du plan Quantique annoncé par le Président de la République Emmanuel Macron en janvier 2021. Il fait suite aux conclusions du G7 de Munich du 28 juin 2022 qui encouragent les nations du G7 à coopérer sur les enjeux stratégiques de développement des industries quantiques et des solutions de cryptographie post quantique. Cette expérimentation s'est appuyée sur les travaux de la startup CryptoNext Security, entreprise issue des travaux de recherche d'Inria, du CNRS (Centre national de la recherche scientifique) et de Sorbonne Université, et développe des solutions de cryptographie post-quantique.

```
[IKE] initiating IKE_SA ru[1] to 57.128.70.241
[ENC] generating IKE_SA_INIT request 0 [ SA KE No N(NATD_S_IP) N(HASH_ALG) N(REDIR_SUP) N(IKE_INT_SUP) V ]
[NET] sending packet: from 172.19.0.2[500] to 57.128.70.241[500]
[NET] received packet: from 57.128.70.241[500] to 172.19.0.2[500]
[ENC] parsed IKE_SA_INIT response 0 [ SA KE No N(NATD_S_IP) N(NATD_D_IP) N(CHDLESS_SUP) N(IKE_INT_SUP) N(MULT_AUTH) V ]
[IKE] received strongSwan vendor ID
[CFG] selected proposal: IKE:AES_CBC_256/HMAC_SHA2_256_128/PRF_HMAC/HASH_SHA2_256
[IKE] local host is behind NAT, sending keep alives
[IKE] remote host is behind NAT
[IKE] received cert request for "C=FR, O=CNS, CN=CNS Root CA"
[IKE] received cert request for "C=FR, O=CNS, CN=CNS PQ Root CA"
[LIB] *** CNS **** CNS_KEM_new(FrodoKEM) [CNS QSL Library: 1:2:2:1:pher=21632 (level=5)]
[LIB] *** CNS **** CNS_KEM_keypair FrodoKEM (pub=21632,sec=43088):2] (level=5) --> 0
[ENC] generating IKE_INTERMEDIATE request 1 [ KE ]
[ENC] splitting IKE message (21600 bytes) into 19 fragments
[ENC] generating IKE_INTERMEDIATE request 1 [ EF(1/19) ]
```



Le plan Quantique français bénéficie d'1,8 milliard d'euros et comporte un volet de 150 millions d'euros destiné à concevoir des méthodes cryptographiques résistant à l'ordinateur quantique. Il permettra d'affirmer l'avance de la France vers la cryptographie post quantique, en tenant compte des enjeux de sécurité, de technologie et de maîtrise industrielle. Pour favoriser cette dynamique industrielle, ce plan s'inscrit dans une cohérence d'action européenne.

Faustine DORINET

ARMEMENT

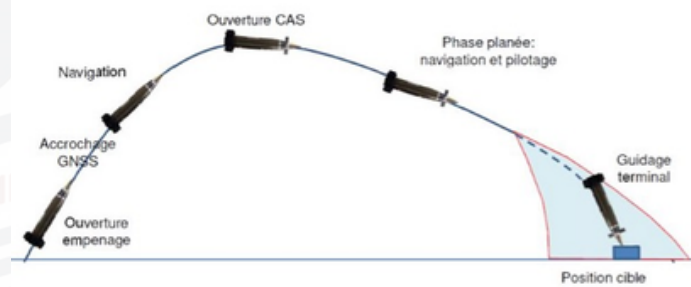
L'OBUS KATANA L'ÉVOLUTION DE L'ARTILLERIE MENÉE PAR NEXTER

« Les missiles antichars ont ralenti les russes, mais ce qui les a tués fut notre artillerie. C'est elle qui les a brisés » témoigne dans l'article DSI n°162 un officier supérieur ukrainien à propos de la bataille aux abords de Kiev. L'actuel conflit en Ukraine montre depuis le début le besoin crucial d'une artillerie vaste et polyvalente. Tir de contre batterie, barrage, frappe de précision, l'armée de terre française dispose déjà d'un vaste éventail de solutions, l'obus antichar BONUS et d'autres nombreuses munitions explosives et éclairantes. Toutefois, le besoin se fait sentir d'une munition capable de précision accrue. C'est à ce besoin que l'obus KATANA tente de répondre. Il se résume à « un obus guidé capable de traiter des cibles à haute valeur ajoutée à une distance de 40 km ». Lancé dès 2018, l'obus atteindra bientôt sa maturité avec une commercialisation prévue en 2024.

Caractéristiques de la munition :

L'obus de 155 mm a été conçu pour être compatible avec les canons CAESAR, mais aussi les autres canons de calibre 52 français et OTAN. Grâce à un guidage à la fois GPS et Galileo, Nexter assure une précision supérieure avec 50 % des coups qui tomberaient à moins de 10 mètres de la cible. Sa portée varie de 30 km pour la première génération à 60 km avec les améliorations du système. À titre de comparaison, ces munitions sont aussi précises qu'un missile. C'est justement leur raison d'être, car, en prévision d'un potentiel conflit de haute intensité, l'intérêt de ces armes est justement de fournir une alternative plus économique que les missiles.

Les coordonnées de la cible seront programmées dans l'obus au moment du tir, le temps de calcul et de programmation devant être inférieur à deux minutes pour permettre une réponse rapide. Une fois en vol, l'obus attend alors que ses coordonnées vérifient les conditions pour qu'il puisse déployer ses ailerons de navigation (le CAS). La complexité d'une telle informatique embarquée combinée aux conditions extrêmes d'utilisation (15 000 g d'accélération) n'a jusque-là été égalée que par l'obus *Excalibur* américain en compétition. Les gains de cette arme de précision sont considérables, alors qu'il faut compter 20 à 40 obus pour détruire une cible en général, l'obus Katana permet de limiter la dépense à 4-5 munitions. Une telle réduction de la consommation d'obus allégerait grandement les lignes logistiques



Séquence de tir

rappelons que les munitions d'artillerie représentent environ 80 % du volume des lignes. Le groupe NEXTER a pour l'instant affirmé avoir entamé les négociations avec un « gros client européen », sans en préciser pour autant l'identité. Autre point important, le groupe n'a pour l'instant que travaillé sur le « squelette » du système afin de laisser le plus de place aux évolutions technologiques. Pour l'instant, on peut affirmer raisonnablement que si la munition atteint ses objectifs son impact sur l'artillerie et surtout sur la logistique sera considérable, en comblant la place manquante d'une artillerie à faible coût aussi précise qu'un missile.

Kerian HUERTAS

SOURCES

• EUROPE

○ **ARLAD : La réponse française à la menace des drones**

- "C'est quoi la lutte anti-drones ?" — Chaîne youtube de l'Armée de Terre, 7 juin 2021.
- "Lutte anti-drones : La Section technique de l'armée de Terre a terminé la dernière campagne de tir du système ARLAD" — Opex 360, Laurent Lagneau, 2 décembre 2022.

○ **L'utilisation par la BSPP de drones autonomes : une première mondiale**

- "Première mondiale : La Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris déploie des drones autonomes en zone urbaine" — Opex 360, Laurent Lagneau, 30 novembre 2022.
- "DRONES : La Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris à la pointe de l'innovation" — ASAF, 30 novembre 2022.
- "Lutte contre les noyades : les pompiers de Paris s'enflamment pour le drone autonome d'Azur Drones" — La Tribune, Michel Caribol, 30 novembre 2022.

○ **Visite de Charles Michel à Pékin**

- "A Pékin, Charles Michel n'a obtenu de Xi Jinping aucune inflexion sur l'Ukraine" — Le Monde, 1er Décembre 2022
- "EU Chief under pressure to get tough with Xi as China protests grow" — Politico, 29 Novembre 2022
- "Seizing on EU Tensions with US, Xi tells Europe to keep investing in China" — Politico, 1er Décembre 2022"

• MOYEN-ORIENT

○ **La suppression de la police des mœurs, un coup de bluff de Téhéran ?**

- "Dissolution de la police des mœurs : un leurre des autorités " - *Amnesty International*, 9 décembre 2022
- "En Iran, un appel inédit à la grève générale voudrait paralyser le pays" - *Le Figaro*, 12 décembre 2022
- "En Iran, un premier manifestant de 23 ans exécuté, des dizaines d'autres condamnés risquent la mort" - *Le Monde*, 08 décembre 2022

○ **L'industrie de défense israélienne en tête des ventes d'armes au Moyen-Orient**

- "Les entreprises de défense israélienne en tête des ventes d'armes au Moyen Orient" - *I24 News*, 05 décembre 2022
- "Ventes d'armes au Moyen-Orient : les entreprises israélienne en tête" - *Times of Israel*, 04 décembre 2022
- " Maroc- Israël : Les motivations connues et méconnues d'une coopération militaire en plein essor Par Nidar Derdabi" - *L'Opinion*, 28 septembre 2022

○ **Xi Jinping à Riyad: un tournant stratégique pour les monarchies du Golfe ?**

- "Xi Jinping reçu en majesté en Arabie saoudite" - *Le Monde*, 09 décembre 2022
- "Des milliards d'euros de contrats signés pendant la visite de Xi Jinping en Arabie saoudite" - *France 24*, 09 décembre 2022
- "La CCG exhorte à respecter la Constitution et ses échéances" - *L'Orient - Le Jour*, 09 décembre 2022
- "L'Arabie saoudite réunit le président chinois Xi et les dirigeants arabes dans une "nouvelle ère" de liens" - *Zone Bourse*, 09 décembre 2022

SOURCES

- **AFRIQUE**

- **Un sommet africain et la volonté de stabilisation des régions**

- "La force antiterroriste et anti-coup d'État de la Cedeao, un projet "irréaliste et inapproprié"" - Courrier International
- "La Cédéao donne au Mali jusqu'à janvier pour libérer les 46 soldats ivoiriens" RFI
- "Force anti-putsch de la CEDEAO : un projet mort-né ? (Analyse)* - AA

- **L'alliance Maroc-Israël**

- "Le Maroc a "aidé Israël à gagner la guerre des Six Jours" en prévenant les renseignements" - The Times
- "Sahara occidental : le Conseil de sécurité de l'ONU réclame la reprise des négociations" Le Monde
- "Le Maroc et Israël consolident leur alliance militaire"- L'orient

- **Oliver Dubois, otage français au Mali**

- "Pour le journaliste Olivier Dubois, otage au Mali, déjà vingt mois de captivité" - Le Monde
- "Olivier Dubois : malgré la fin de l'opération « Barkhane » au Mali, la France reste « mobilisée » pour faire libérer le journaliste" - Le Monde
- "Mali : Olivier Dubois, otage depuis 20 mois" - Le Point

- **ASIE**

- **Kamala Harris en visite d'Etat aux Philippines réaffirme le soutien des Etats Unis face à la politique étrangère coercitive chinoise en mer**

- Atlas géopolitique des espaces maritimes, Courriel International, 11/2022
- Zone-bourse, Le vice-président américain Harris visite une île philippine au bord de la mer de Chine méridionale contestée
- Rfi, Face à la Chine, Kamala Harris promet un engagement «indéfectible» envers les Philippines

- **L'État Islamique revendique l'attentat contre l'ambassade du Pakistan**

- Ouest France : L'EI revendique deux attentats contre l'ambassade du Pakistan et un chef de guerre
- Le Figaro : Afghanistan : l'EI revendique l'attaque contre l'ambassade du Pakistan
- L'orient du jour : Attaque de l'ambassade du Pakistan à Kaboul: un "étranger", membre de l'EI, arrêté

- **Inde : Confirmation de combat dans l'Arunachal**

- RFI : Nouvel affrontement entre militaires Chinois et Indiens dans l'Himalaya
- France24 : Himalaya : des militaires chinois et indiens blessés sur leur frontière contestée
- Le Monde : Nouvel affrontement entre la Chine et l'Inde dans l'Himalaya

SOURCES

• AMÉRIQUES

◦ **Brittney Griner: une libération sous haute tension**

- « Brittney Griner: Key moments leading to her release », BBC. 9 décembre 2022
- E. ELKIND et A. RASKIN. « Saudi Crown Prince brokered deal to swap WNBA star Brittney Griner for Merchant of Death arms dealer Viktor Bout”, Daily Mail. 8 décembre 2022
- H. Baiardi et A. Boulard. « L'histoire de Viktor Bout, "le marchand de mort", Brut. 8 décembre 2022

◦ **Pérou : du coup d'état raté à la crise politique**

- ¿Qué está pasando en Perú? Las claves de la crisis de Pedro Castillo (expansion.mx)
- ¿Qué pasó en Perú? Conoce la crisis política que se vive en el país (redgol.cl)
- Pérou: la contestation perdure malgré une proposition d'élections anticipées - L'Express (lexpress.fr)
- Colombia, México, Argentina y Bolivia reconocen a Pedro Castillo aún como mandatario | RMMN | MUNDO | PERU21

◦ **Brésil : L'activisme juridique met des bâtons dans les roues de l'armée.**

- J. Higuera. <<Brazilian Army chooses Italian armored vehicle Centauro II>>, DefenseNews, 1er décembre.
- J.Higuera. <<Brazilian court suspends Army deal Centauro II armored vehicles>>, DefenseNews, 9 décembre.

• AÉROSPACE

◦ **La France transmet son premier message diplomatique en cryptographie post quantique**

- La France transmet son premier message diplomatique en cryptographie post quantique (1er décembre 2022) – France diplomatie
- La France transmet son premier message diplomatique en cryptographie post quantique - Fabien Fieschi et Jean-Charles Faugere, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- La France accélère pour développer son propre ordinateur quantique – Clément Lesaffre, Europe 1

• ARMEMENT

◦ **L'Obus Katana l'évolution de l'artillerie menée par Nexter**

- L'obus de précision KATANA sur trajectoire pour un éventuel premier contrat - Forces Opération Blog.
- Plus loin, plus précis, l'obus guidé de 155mm Katana de Nexter sera la future munition des artilleurs (12.06.18) - NexterGroup



SUIVEZ DEF'INSEEC SUR

